

YEGG

GRATUIT

LE FÉMININ RENNAIS

NOUVELLE GÉNÉRATION



RENNES

PARCOURS
DE MIGRANTES

PAGE 12



Celle qui

mène l'enquête

Elle est la seule femme à Rennes à exercer le métier de détective privé, « *et quasiment la seule en Bretagne* ». Pourtant, Marjolaine Morin voulait devenir journaliste dans la mode, « *chez Vogue* », mais rate la date d'inscription à Sciences Po. Un acte manqué qui lui permet d'étudier le droit « *et de tomber amoureuse du droit privé* ».

Après avoir intégré une école de notariat et vécu des premières expériences peu concluantes, le déclic lui vient d'une amie souhaitant retrouver son demi-frère et sa demi-sœur. « *Je les ai cherché, ça m'a éclaté* », explique la jeune trentenaire, toute pimpante. Six mois plus tard, elle s'inscrit en licence pro Sécurité des biens et des personnes, option Enquêtes privées, à Panthéon-Assas – Paris. En octobre 2012, elle crée sa société, Marjolaine Morin Investigations, reçoit l'agrément du CNPAS (Conseil national des activités privées de sécurité) et s'installe en tant qu'agent de recherches privées. Enquêtes au bureau, planques ou filatures, voire missions d'infiltration pour des entreprises, des particuliers ou des avocats, telles sont les tâches que Marjolaine effectue depuis plus d'un an. « *Il s'agit souvent de prévention. Avant les divorces ou pendant s'il y a une demande de garde d'enfants ou encore lors d'un recrutement dans une entreprise. On procède à la vérification des CV, de la solvabilité des potentiels futurs partenaires. On recherche aussi régulièrement les débiteurs* », détaille la détective privée. Pour cela, les

professionnels disposent de techniques et connaissances des lois qui leur permettent de savoir où chercher, « *sans passer par des moyens illégaux car nous ne sommes pas au dessus du commun des mortels* ». Marjolaine ne ressent pas de sexisme dans son quotidien, au contraire « *les femmes viennent me voir car elles peuvent parler en toute intimité et les hommes apprécient l'avis féminin, il n'y a pas de compétition virile* ». Pour rivaliser, tout est question de mode de vie. Du sport pour la condition physique, du yoga pour la patience et l'endurance et une préférence pour les rencontres en face à face, au bureau, au domicile du client ou au café pour la convivialité. Une manière de présenter précisément la situation mais également de montrer son soutien et développer une relation de confiance. Si dans ce métier, on visualise aisément – et à tort – l'homme mystérieux caché derrière ses lunettes et son trench, on n'imagine moins les multiples casquettes imposées par la discipline : « *je suis à la fois juriste, assistante sociale, conseillère, détective privée et psychologue* ».

■ MARINE COMBE

CANAL B

canal b
94 MHz Radio curieuse



ON AIR



Art : www.myfishfresh.com



YEGG

ÉDITO | DÉCEMBRE, PÉRIODE DE TRÊVE ?
PAR MARINE COMBE, REDACTRICE EN CHEF

« La migration porte un visage humain, et c'est celui d'une femme », déclarait Babatunde Osotimehin, directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population, en mai 2013. Depuis les années 90, elles sont de plus en plus nombreuses dans le monde à quitter leurs pays pour des raisons économiques, politiques, médicales, etc. pour améliorer leurs conditions de vie. Aujourd'hui, 49% des migrants internationaux sont des femmes et, en 2011, 34% des demandes d'asile en France ont été déposées par des immigrées. Cette année, La Cimade, association française pour l'accompagnement des étrangers, consacrait sa 2e édition de Migrant'soène aux femmes. Le 23 novembre, le festival faisait escale à Rennes pour présenter les « nouveaux visages » de la migration, expliquer les enjeux et sensibiliser le grand public à cette problématique, développée fréquemment dans les médias lors de la période de grand froid. Si la trêve hivernale protège des expulsions tous les locataires du 1er novembre 2013 au 31 mars 2014, la loi en revanche ne concerne pas les migrants sans papiers, logés dans des squats. C'est le cas de plusieurs centaines de personnes, à Rennes et dans son agglomération, hébergées dans des bâtiments vides, réquisitionnés par des associations comme Un toit, c'est un droit ou le Droit au Logement 35. À plusieurs reprises, nous sommes allés rencontrer les femmes vivant dans deux squats différents : l'église Saint-Marc à Rennes et une ancienne ferme à Chantepie. Différentes nationalités, différentes problématiques, différents parcours, elles nous racontent leur quotidien, leurs histoires. Pour ce numéro de Noël, elles sont au cœur du magazine, entourées des femmes qui font également l'actualité rennaise.

Les réseaux sociaux sont emblématiques de notre société actuelle. Parfois controversés, stigmatisés, parfois adorés, adulés jusqu'à en rendre addict plus d'un. Facebook fait parti de ceux qui sont les plus critiqués à cause, entre autre, de la forte tendance des utilisateurs à partager les moindres détails de leur vie privée. Pourtant, certaines initiatives peuvent y naître et rassembler une cyber-communauté. C'est le cas de Portraits de Rennes qui a vu le jour mi-novembre, sous la forme d'une page J'aime. Qui se cache derrière ? On ne sait pas. Et on s'en fout. L'intérêt ici est de découvrir des personnalités, Monsieur et Madame tout le monde, qui vivent dans la capitale bretonne. Si chaque description n'est pas forcément attrayante ou intéressante, la forme proposée et la spontanéité des réponses en revanche est plutôt distrayante et apporte de la nouveauté dans un paysage numérique routinier et morne. Une photo de la personne est postée avec les quelques lignes de texte, rendant vivante et réelle cette communauté de tous les jours, à laquelle on ne prête plus attention au quotidien. Cette nouvelle page attise la curiosité, transforme le centre ville en un territoire de jeu puisque, sait-on jamais, nous pourrions bien être la prochaine proie de celle ou celui qui tire le portrait aux Rennais.

| MARINE COMBE



LA CULTURE DES RÉSEAUX

Alors que la Bretagne est une terre à la culture fertile, les artistes locaux sont sous-représentés dans la ville. Des groupes de musique, des artistes plasticiens, des photographes, peintres, musiciens... sont à l'affût d'opportunité pour émerger. Pourtant, à première vue, la ville de Rennes semble bien dotée en lieux d'accueil culturels. Entre le Liberté, le Musikhall, l'Antipode, l'Ubu, les Ateliers du vent, le Jardin moderne... il y a de quoi faire pour égayer les soirées. Mais si on regarde la programmation de ces salles, elle est avant tout nationale, voire internationale. Celle du Liberté, par exemple, est révélatrice. En décembre, Nolwenn Leroy, Pascal Obispo et Vanessa Paradis se produiront dans la plus grande salle de concert de Rennes. Mais où sont les artistes locaux ? Relégués dans les bars qui ne bénéficient pas d'une jauge suffisante, ils n'ont pas leur place dans ces grandes structures trop onéreuses pour le budget des débutants. La capitale bretonne manque d'un lieu qui permette aux locaux de venir se produire pour se tester, gagner en notoriété... ou se planter. Un lieu accessible à toutes et à tous et qui pratique des tarifs abordables. D'autant que l'offre de spectacle à Rennes est en baisse. La salle de la Cité est fermée pour cause de travaux et dans le même temps l'Élaboratoire devrait tirer sa révérence et sortir de la scène rennaise.

| CHLOÉ RÉBILLARD



- L'œil de Rennes* · page 2
- Culture rennaise* · page 6
- Traque aux prostitué(e)s* · page 8
- La politique en bref* · page 9
- Bébés à domicile* · page 10
- Venues d'ailleurs* · page 12
- Elles mènent l'enquête* · page 20
- La culture en bref* · page 22
- La mémoire vive* · page 23
- Jugement dernier* · page 24
- À la soupe !* · page 25
- Techniques culinaires* · page 26

Prostitution : Les clientes en passe d'être pénalisées



© CELIAN RAMIS

Lutter contre le système prostitutionnel - et la traite des êtres humains -, abroger le délit de racolage et sanctionner les clients des travailleurs et travailleuses du sexe sont les mesures phare de la proposition de loi de deux députées socialistes Maud Oliver et Catherine Coutelle, en débat à l'Assemblée nationale depuis le 27 novembre.

Le projet fait polémique, sans parler des actions comme le manifeste des 343 salauds « Touche pas à ma pute » publié par le magazine Causeur ou à l'inverse les vidéos publicitaires du collectif Osez le féminisme sur l'orientation vers les métiers de la prostitution. Entre les abolitionnistes et les pro travailleurs-euses du sexe, impossible de trouver un point d'accord. Dans le viseur de ces derniers : la pénalisation des clients, proposée à hauteur de 1500 euros d'amende et 3750 euros en cas de récidive. « Le Gouvernement souhaite mettre en place une cyber police, en partenariat avec les fournisseurs d'accès à Internet », explique Bug Powder, escort depuis 3 ans, dans l'Ouest, venus à plusieurs reprises à Rennes. Pour lui, ce dispositif impliquera le retour de la prostitution de rue - quasi invisible à Rennes depuis 2006 période à laquelle les prostituées du quartier Saint-Hélier ont été invitées, par la municipalité et les forces de l'ordre sur une forte demande des riverains, à quitter les lieux* : « Vu les conditions de la rue, c'est difficilement envisageable et c'est une très mauvaise nouvelle à cause des réseaux de prostitution. Et ce n'est pas en s'attaquant aux clients qu'on s'attaquera au réseau ». Une réflexion que le Planning Familial soutient également dans un communiqué national, approuvé par Brigitte Rocher, directrice du PF 35. Bug Powder exerce cette profession auprès des femmes - jusqu'à 50 ans - et pratique également l'assistance sexuelle auprès des femmes handicapées. En moyenne, il reçoit entre 20 et 25 demandes par mois, et ne répond qu'à une dizaine. « Je ne me force pas à dépasser mes limites, je n'ai pas de patron, je peux donc respecter mes envies », précise-t-il. Il est inquiet quant à l'application de la réforme qui pousse à la fermeture des sites de rencontres « et à la clandestinité des travailleurs et travailleuses du sexe ». Pour la sécurité, il correspond d'abord par mail avec ses clientes, puis par téléphone, et même par lettres. Une démarche importante pour lui mais aussi pour les femmes qui

font appel à ses services : « une assurance de se retrouver avec quelqu'un de fiable ».

Au delà de l'acte sexuel, Bug met en avant l'écoute et l'accompagnement, pour certaines, vers un retour en confiance à la sexualité. La sanction des client(e)s serait une difficulté supplémentaire pour les femmes « qui sont très sensibles au discours culpabilisant car on reconnaît beaucoup plus les besoins sexuels des hommes que des femmes. Alors qu'elles sont très nombreuses à faire appel à des prostituées ». Et pour les travailleurs-euses du sexe, il ne voit pas les conditions s'améliorer, bien au contraire : « À l'annonce de ce texte, les demandes ont déjà commencé à diminuer. Nous aurons moins de clients, moins de choix, on devra accepter n'importe quoi : des passes sans préservatifs, des rapports violents ! ». Le dispositif gouvernemental, qui tend à se renforcer avec ce projet de loi, table également sur l'accompagnement vers la sortie de la prostitution, en accordant une aide financière, l'Allocation Temporaire d'Attente. « Pour 363 euros, qui a envie d'arrêter ? », s'interroge l'escort, qui a commencé ce métier en parallèle de son travail au téléphone rose « car ça ne paye pas assez ». Une heure avec Bug est tarifée entre 150 et 180 euros de l'heure. Quand on navigue sur les sites concernés, certaines escortes indiquent leurs tarifs. À Rennes, les passes vont de 150 euros pour une heure à 950 euros les 6 heures, en moyenne. À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous n'avons pas encore réussi à joindre la déléguée régionale à l'égalité hommes-femmes à Rennes (représentante de l'action gouvernementale), contactée à plusieurs reprises.

« Je ne me force pas à dépasser mes limites, je peux respecter mes envies »

* La prostitution de rue à Rennes : De la revendication riveraine à l'action publique locale (2001 - 2006) - Mémoire rédigé par Gabrielle Schnee, en 2007, dans le cadre de son Master Urbanisme et territoires.

IMARINE COMBE

bref

PAROLES LIBÉRÉES

Fin novembre, l'Asfad, association dédiée à l'accueil et à l'accompagnement des femmes victimes de violence, a inauguré son nouvel accueil de jour, ouvert en janvier 2013, route de Lorient à Rennes. L'objectif fixé : créer un lieu d'échange, de partage et d'entraide. Les femmes - qui peuvent venir accompagnées de leurs enfants - sont libres de parler avec une éducatrice ou une psychologue spécialisée qui peuvent les aider dans leurs démarches mais aussi de se reposer et se donner du temps pour elles.

bref

sur la toile

chiffre du mois

600

manifestants ont foulé le pavé rennais, le 30 novembre, pour protester contre le racisme et contre les insultes faites à la Garde des Sceaux, Christiane Taubira.

chiffre du mois

le tweet du mois

Bon courage aux bénévoles, aux journalistes et à tous les professionnels qui vont bosser sur le marathon des #TransMusicales.

@HElberd / 27.11.13 à 9H48

bref

PREMIER BILAN ?

Le 21 novembre, la municipalité organisait un zoom sur les ateliers périscolaires, mis en place depuis le 7 octobre dernier, en rapport avec la réforme des rythmes éducatifs. 683 ateliers sont ainsi proposés dans les 81 écoles maternelles et élémentaires de Rennes, soit le double de l'offre 2012/2013. 86% des activités périscolaires sont assurées par des intervenants du monde associatif. Aucun bilan complet, avec avis des parents et des enseignants, n'a encore été communiqué concernant les effets de la réforme.

bref

sur la toile

L'ACTU FÉMININE EST À SUMRE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX !

@Yeggmag
sur
twitter

Yegg Mag Rennes
sur
facebook



© EMMANUELLE OUDIN

EMMANUELLE OUDIN

SAGE FEMME PRATIQUANT L'ACCOUCHEMENT À DOMICILE

Que dit le rapport de la Cour des Comptes ?

Que les sages femmes sont fabuleuses ! Qu'elles font un travail formidable ! Il est élogieux, rappelle que nous réalisons 85 % des accouchements, le suivi des grossesses, les frottis, les poses de stérilets...etc. Nous faisons le boulot des gynécologues qui sont de moins en moins nombreux. Il met ensuite le doigt sur le fait que nous, les sages-femmes libérales assurant les accouchements à domicile (AAD), soyons peu nombreuses à être assurées. Or, dans les années 2000 les assureurs ont commencé par supprimer de leurs contrats l'AAD. Puis le montant des primes pour cet acte est devenu prohibitif car calqué sur celui des accouchements à risque. Mais, nous ne pratiquons que des accouchements physiologiques, le risque est donc minimum. On nous demande plus de 20 000 euros par an, c'est impossible ! Lorsque les compagnies d'assurance ne veulent plus de nous, nous nous adressons au Bureau Central de Tarification qui cherche pour nous un contrat. Il vient de proposer à l'une de mes collègues du département une assurance à 22 000 euros...

Pourquoi le montant de vos assurances est-il si exorbitant ?

Je ne sais pas si ce sont les assureurs qui ont décidé cela seuls ou s'il y a un lobbying des gynéco derrière. Je n'en sais rien. C'est peut-être parce que nous sommes mal vues en France, décriées, traitées d'inconscientes. Qu'il y a dans notre pays un contexte culturel qui ne permet pas ce type d'accouchement. La grossesse n'y est vue que comme un épisode à risque sur-médicalisé. Pourtant, nous ne mettons personne en danger, puisque pour accoucher chez soi, il faut vivre une grossesse « parfaite », sans aucun problème (*pas de fausses couches avant, pas de diabète gestationnel, une bonne position du bébé et du placenta...etc.* ndr) et les sages femmes exigent souvent que le domicile soit au maximum à une demie heure de route d'un hôpital. Quoi qu'il en soit, peu importe de savoir pourquoi nos assurances sont si élevées, le problème est que cela met à mal, voire en péril, l'AAD et que c'est une régression sociale ! Car l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme prévoit que la femme a le droit de choisir où elle accouche !

Pourquoi la France a-t-elle du mal avec l'AAD ?

Il faut d'abord savoir que deux sages femmes réalisant l'AAD en Ile-et-Vilaine, c'est pas mal, car nous ne sommes que 70 à 80 en France ! C'est un choix très marginal, qui implique des responsabilités et qui impacte la vie privée plus qu'en structure hospitalière. Je pense qu'il faut avoir cheminé pour y arriver. Car la formation des sages femmes en France est très axée sur la pathologie, nous n'étudions pas ou très peu la physiologie. Nous sommes formatées à l'école, on ne voit que le principe de risque, le culte de la peur, alors que partout ailleurs en Europe l'AAD est inscrit dans les mœurs et que les sages femmes sont donc formées en conséquence. Chez nous, il n'y a là qu'une vision de la naissance, le problème vient sans doute de là.

I MORGANE SOULARUE

« Nous sommes mal vues en France, décriées et traitées d'inconscientes. »

.....
Un rapport de la Cour des Comptes a révélé que sur les 72 sages femmes pratiquant l'accouchement à domicile en 2011, seules 4 étaient assurées, contrairement à ce qu'exige la loi Kouchner de 2002. Une tolérance à laquelle le gouvernement veut mettre fin. Problème, les montants de ces primes sont exorbitants. Emmanuelle Oudin, l'une des deux sages femmes à être concernée en Ile et Vilaine, est en colère.
.....

UN ÉVÈNEMENT À
PROMOUVOIR ?

UNE INITIATIVE À
METTRE EN LUMIÈRE ?

UNE ENTREPRISE À
FAIRE DÉCOUVRIR ?

DIFFUSEZ VOTRE ANNONCE DANS YEGG !



ELLES VIVENT À RENNES

Chaque année, le nombre de demande d'asile augmente en France. En 2012, l'OFPPA enregistrait 61 488 demandes (réexamens et mineurs accompagnants compris), soit une progression de 7,2% par rapport à l'année précédente. Une forte hausse essentiellement concentrée sur le second semestre, imputable à l'augmentation de la demande d'asile en provenance des Balkans. Ce chiffre place donc la France au second rang des pays destinataires de demandeurs d'asile au niveau européen.

Récemment, les femmes étrangères sont devenues le nouveau visage de la migration internationale. Rappelons-nous cette déclaration de Babatunde Osotimehin, directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population : « *La migration porte un visage humain, et c'est celui d'une femme* ». Pourtant, elles sont de plus en plus nombreuses à fuir leur pays d'origine et à prendre les routes de l'immigration depuis les années 1990. À cette époque, elles ne représentaient pas encore une majorité, n'étaient pas encore médiatisées. Aujourd'hui, le thème « Femmes et migration » est récurrent. Femmes isolées ou accompagnées de leur famille, elles constituent 49% des migrations mondiales et près d'un 1/3 des demandeurs d'asile en France. Qui sont ces femmes et comment vivent-elles ? YEGG est allé à leur rencontre. État de lieux de la situation rennaise.

Afin de conserver l'anonymat des migrantes, leurs prénoms ont été modifiés.



© CÉLIAN RAMIS
Mariame apprend le français grâce aux cours dispensés chaque semaine par le Secours catholique

HÉBERGEMENT : UNE DIFFICULTÉ MAJEURE

A leur arrivée, les migrants déposent une demande d'asile auprès de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine. En octobre, les militants d'associations et collectifs déplorait la dégradation des conditions d'accueil de cette institution, soulignant la réduction des horaires d'ouverture. Trois après-midis sont consacrées aux démarches administratives des migrants : lundi, mardi et jeudi de 13h30 à 16h30. Sur les 800 dossiers déposés chaque année, seulement ¼ obtiennent une réponse favorable. Les autres disposeront d'un mois pour quitter le territoire français, après réception d'une OQTF (Obligation de quitter le territoire français).

Un long parcours administratif

Les démarches sont souvent longues et compliquées. « Il doivent prouver les pressions subies dans leur pays, rédiger leur récit de vie, aller à un entretien avec un officier de protection de l'OFPPA (établissement public chargé de l'application des textes français et des conventions européennes et internationales relatifs à la reconnaissance de la qualité de réfugié, d'apatride et à l'admission de la protection subsidiaire, ndr) qui en principe connaît très bien la situation du pays concerné », explique Armelle, membre de l'association rennaise Un toit, c'est un droit. En moyenne, les migrants doivent patienter 18 mois avant d'obtenir une réponse. Chaque année, l'OFPPA actualise la liste des pays d'origine sûrs « et les migrants de ces pays-là ont très peu de chance d'obtenir une réponse favorable ». Dans le rapport d'activités 2012, l'OFPPA déclare 20 pays sûrs au 1er janvier 2012. Après retrait de l'Albanie, du Kosovo, du Mali et du Bangladesh, la liste ne contient plus que 16 pays, en mars 2013. Durant l'étude de leur dossier, les demandeurs d'asile perçoivent l'ATA (Allocation Temporaire d'Attente) à hauteur de 363 euros et peuvent, en théorie, accéder aux places d'hébergement en CADA

(Centre d'accueil des demandeurs d'asile), au nombre de 399 en Ille-et-Vilaine. « Mais seulement 10% gagnent au premier dossier », souligne Armelle, notant ainsi la difficulté de cette population à trouver un hébergement. Le 115, débordé par le nombre d'appels largement supérieurs au nombre de places, doit les diriger vers la Plateforme d'accueil des demandeurs d'asile, en lien avec le Service d'Accueil et d'Orientation, qui eux se chargent de leur accompagnement. « Les personnes sous OQTF, elles, sont assignées à résidence, mises à l'abri, avant d'être accompagnées vers une sortie du territoire », explique Claude Fleutiaux, secrétaire général de la Préfecture 35. Mais tous les déboutés du droit d'asile ne bénéficient pas de cette solution. Une partie est placée au Centre de rétention administrative, situé à Saint-Jacques-de-la-Lande. « Seulement les célibataires », souligne le secrétaire général. Pourtant, on se souvient de l'expulsion d'une famille tchèque en juillet dernier : « C'était le seul cas cette année. On veille particulièrement à cela », assure-t-il. Selon Charlotte Joyau, salariée de La Cimade, association intervenant au CRA chargée d'accompagner les retenus dans l'exercice effectif de leurs droits, trois familles y ont été placées en 2013. « À Rennes, il n'y en a pas beaucoup mais la structure est adaptée aux familles, avec du matériel de puériculture, un lit de bébé... », précise-t-elle (Lire notre article sur yeggmag.fr)

Un parcours quotidien

Dans le squat de l'église Saint-Marc, ouvert en mai près de la dalle Kennedy, les 130 occupants ont tous été déboutés et procèdent alors à un recours, ou sont actuellement sous OQTF. Ce lieu héberge majoritairement des familles. D'origine mongole, arménienne, géorgienne, congolaise, libyenne, tchadienne (nationalités très représentées à Rennes), albanaise, serbe ou encore tchèque, ils

vivent en communauté dans ce bâtiment. Certaines familles sont installées dans des petites pièces individuelles. D'autres occupent des pièces de taille moyenne, voire de petite taille, et ont aménagé des cloisons avec des draps pour un espace de vie avec un minimum d'intimité. Des boxes, comme on nous dit. « Et dans chaque box, un drame passé », nous glisse Armelle. En novembre, la physionomie du squat a bien changé par rapport à la saison estivale. « On fait à manger dans la cuisine commune et après on rentre dans nos chambres pour le repas. Il fait très froid et dehors, il fait nuit », explique une jeune mongole, arrivée avec sa famille à Rennes depuis 2 ans – et scolarisée dans un collège rennais. Les coupures d'électricité sont fréquentes, surtout entre 17h et 19h, à l'heure de la préparation des repas et des douches. Plusieurs femmes d'origine mongole sont réunies dans la cuisine, assises dans le canapé, jouant avec un enfant et un bébé. Au fond du couloir, vit la famille de Mariame. Elle est kurde arménienne. Son mari, kurde géorgien. L'aîné de ses enfants est arménien et vit là-bas. Sa fille et son fils, tous deux d'origine géorgienne, sont à Rennes. Une situation complexe pour elle qui ne pouvait obtenir de papiers en Géorgie. « En Arménie, pas de problèmes pour moi. Mais pour ma famille, ce n'était pas possible. Et en Géorgie, je ne peux pas avoir de titre. C'est très difficile », explique Mariame. En mars 2012, ils quittent leur pays pour des raisons économiques et souhaitent venir en France, en passant – en avion – par la Biélorussie. Puis de Minsk, ils traversent la Pologne, s'y arrêtent quelques heures, le temps du contrôle douanier. Les autorités polonaises prennent les empreintes « et leur font signer une demande d'asile sans qu'ils en aient conscience », dit Armelle. Elle poursuit : « Les migrants qui entrent par un pays de l'espace Schengen et qui sont contrôlés dans ce dernier avant de venir en France sont appelés les Dublin ». En effet, le règlement de Dublin II vise à établir une base de données biométriques permettant ainsi aux autres États membres de vérifier qu'aucune demande d'asile n'a été effectuée par les ressortissants. En se présentant à la Préfecture, à Rennes, les empreintes de Mariame ont révélé la présence d'un dossier en cours en Pologne. « La France a 6 mois pour les renvoyer dans le premier pays. Ils sont convoqués à la Préfecture avec conjoint(e)s, enfants et bagages et sont déclarés en fuite s'ils ne se présentent pas », explique Armelle. Après 18 mois sur le territoire, une nouvelle demande d'asile peut être déposée en France. Et depuis quelques jours, Mariame peut enfin remplir la sienne, ainsi que chaque membre de sa famille. Elle a maintenant trois semaines pour rédiger son récit de vie détaillé, un travail compliqué pour cette mère de famille. « Déjà, je ne parle pas bien le français. Là, je regarde mes cours. Et ça fait ressortir les mauvais souvenirs. Dur d'y repenser. Surtout pour mon fils, il est nerveux », confie-t-elle. D'autres mauvais souvenirs remontent aussi pour Mariame, qui n'ose pas sortir du squat. En juillet dernier, elle est contrôlée et arrêtée par la Police Aux Frontières (PAF), au niveau de la gare. Après plusieurs heures en garde à vue, elle est emmenée au CRA, dans lequel elle restera 5 jours. « Elle a pu être libérée grâce à un point de la procédure, lors de la garde à vue, qui n'avait pas été respectée », commente Armelle. L'histoire est douloureuse. Elle reste traumatisée de « l'évacuation musclée » d'une famille tchèque qu'elle a vécu lors de son enfermement.

« C'est dur de repenser au passé. »
Mariame, Arménie

Des parcours différents

Les différentes étapes de la procédure nécessitent à chaque fois une préparation mentale ardue et accroissent l'anxiété de l'après. De l'anxiété, les migrants en perçoivent au quotidien. Ce mercredi soir, une adolescente entre dans la chambre de Mariame, en pleurs. Sa petite sœur ne répond pas aux appels de sa mère. Il est environ 18h30 et la petite n'est pas encore rentrée. Des dizaines de minutes plus tard, la maman est avertie que sa cadette est revenue au squat. Dans la pièce voisine, se trouve Réhane, elle aussi est arménienne. Sa famille est arrivée en France il y a un an et demi et vit dans le squat depuis six mois. Entre temps, elle a connu le 115 et les foyers d'accueil, du côté de Vitry. « Il faut appeler tous les matins le 115 à 9h. Il n'y a pas de places, on nous dit de rappeler le lendemain », se souvient-elle. Enceinte de plusieurs mois à son arrivée au squat, Réhane a accouché peu de temps après leur

3 questions à... Mélanie Le Verger, avocate

De quels droits peuvent bénéficier les personnes sans autorisation de séjour, en France ?

Aucun. Et pour les femmes, c'est encore plus compliqué. Elles sont plus vulnérables et donc plus facilement exploitables. Elles ont uniquement le droit de se rendre aux urgences pour bénéficier de soins médicaux.

Parmi ces femmes, lesquelles sont les plus touchées ?

Les femmes célibataires sans enfants car elles ne sont pas considérées comme « public vulnérable ». Du coup, durant leur procédure en vue d'obtenir le droit d'asile, elles subissent très souvent des violences importantes. Le droit européen leur accorde, certes, le droit au logement, mais en pratique, par exemple, la préfecture d'Ille-et-Vilaine n'a pas élargi ses places d'hébergement. Faute de toit et avec un dispositif d'accueil d'urgence saturé, elles se retrouvent pour la plupart dans la rue. Elles fuient leur pays d'origine parce que leurs droits sont bafoués mais vivent pourtant en France dans des conditions très dures.

Quelles solutions ont-elles ?

Il n'y a pas de solution. Certaines réussissent à obtenir un titre de séjour (si elles ont des problèmes de santé, par exemple), mais la plupart sont expulsées. Le droit d'asile est une peau de chagrin. Les décisions des juges sont injustes. Ils exigent de plus en plus de preuves et sont trop suspicieux. Malgré tout, les migrantes préfèrent rester dans la précarité en France que de retourner dans la violence de leur pays d'origine.





formation de Cuisine, et au final, je suis une clandestine, j'ai tout perdu ». La journée, Alba reste au squat en attendant de trouver un potentiel recours avec son avocate. Une situation qu'elle trouve profondément injuste : « Je reste ici alors que je pourrais travailler. J'ai un diplôme ! Certains ont des papiers et ne font rien de leur journée... »

Un parcours complexe

Le manque de travail, et la difficulté pour en trouver un en France, est un enjeu majeur pour les migrants. Fondamental pour certains. Comme pour les occupants du squat de Chantepie, ouvert depuis le mois d'août, dans une ancienne ferme. « Ici, ce sont des personnes d'origine roumaine. C'est une autre population, avec une autre problématique encore », explique Mihaela, militante pour l'association

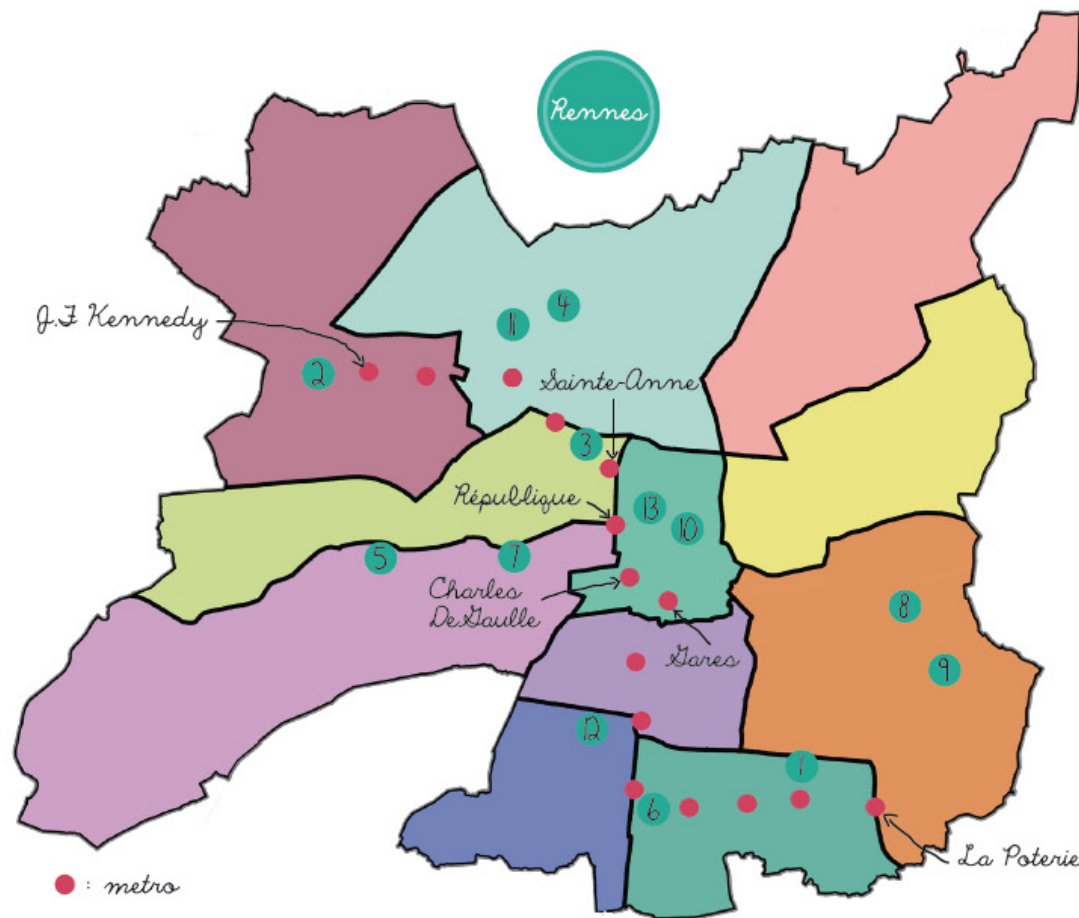
installation. David, le sourire jusqu'aux oreilles, est allongé sur le lit, entouré de ses peluches : « C'est un peu la mascotte d'ici ! ». Elle revient du Secours populaire qui ce jour-là distribuait des cadeaux de Noël. Elle a pu ramener des jouets pour ses deux fils et a eu un chèque cadeau de 15 euros pour acheter un présent à sa fille de 7 ans, « qui veut absolument une robe de princesse ». Sa fille aînée est restée avec ses grands-parents, en Russie. Avec son mari, ils l'appellent fréquemment mais ne l'ont pas vu depuis leur départ. Réhane a fait une demande prioritaire, une procédure rapide qui ne permet de bénéficier de l'ATA que 3 mois seulement. Débutée depuis décembre dernier, elle est assignée à résidence pendant 45 jours dans un hôtel avec sa famille, une obligation qu'ils ont préféré fuir en espérant trouver une alternative avec leur avocate. « Ils n'ont pas leurs papiers arméniens. Ils sont donc assignés pendant plus d'un mois, le temps pour les autorités compétentes françaises de contacter le consulat et d'obtenir l'accord du pays d'origine de les renvoyer là-bas », précise Amelle.

Dans la cuisine, Alba, 21 ans, prépare des cookies. Cette jeune tchadienne est arrivée en France en 2009, après être passée par la Libye. À Angers dans un premier temps, au sein d'une communauté tchadienne, dans laquelle elle vit avec son conjoint, à la suite d'un mariage forcé à 15 ans. « Là-bas, tout le monde trouve ça normal

Un toit, c'est un droit, qui assure la traduction avec leurs divers interlocuteurs. Une autre problématique, en effet, puisqu'ils sont européens et bénéficient du droit de résider sur le territoire français pendant 3 mois. « Pour avoir un titre de séjour, il faut avoir un contrat de travail. Pour le contrat de travail, il faut un titre de séjour », déclare Emilia, à Rennes depuis 4 mois. Maman de quatre enfants, dont deux encore en Roumanie, elle attend son cinquième enfant. « Je suis inquiète car je ne sais pas combien de temps on va pouvoir rester dans le squat. Et nous devons aussi faire des allers-retours en Roumanie », poursuit-elle. Pour justifier leur résidence en France, ils doivent conserver les billets de cars en partance de la Roumanie datant de moins de 3 mois. Pour vivre, ils font la manche durant la journée. Insuffisant pour satisfaire un minimum de besoins vitaux. Les migrants trouvent alors des aides au Secours populaire, aux Restos du cœur et également avec le réseau Ville Hôpital 35 pour les problèmes de santé. « Les gens sont très accueillants et le corps médical très attentif, je suis très surprise, ça ne se passe pas du tout comme ça en Roumanie », souligne la jeune femme de 29 ans.

Ce lundi de novembre, c'est une journée particulière. Alina, sa fille, vient de faire sa rentrée en 6e, dans un collège de Rennes. L'émotion est grande pour la jeune demoiselle. Pour les parents, également. Ce soir-là, plusieurs occupants sont regroupés dans la pièce de vie d'Emilia. Une jeune maman allaite son bébé d'un mois seulement. « Il avait 15 jours quand elle est arrivée. Elle est toute seule avec lui », explique Mihaela. Les hommes aussi sont présents et font part de leur condition de vie. Ils ont été restaurateurs, boulangers, cordonniers ou salariés dans des stations service et nous montrent leurs contrats de travail en Roumanie. « Mais les conditions de vie là-bas sont terribles. Les salaires sont trop faibles pour vivre et il n'y a aucune sécurité d'emploi », disent-ils. Tous espèrent voir leur situation s'améliorer à partir de janvier 2014. Les ressortissants roumains et bulgares devraient, à cette date, pouvoir accéder à l'emploi dans les pays de l'Union européenne sans titre de séjour.

Une date qui inspire de l'espoir pour les uns, de l'inquiétude pour les autres. En effet, le squat de l'église Saint-Marc devrait être évacué dans cette période. L'accord passé avec le Secours catholique touche à sa fin mais pour l'instant, les solutions alternatives d'hébergement n'ont pas été trouvées. Pour Armelle, c'est une situation catastrophique : « Ils vont être isolés un peu partout dans le département. C'est ce que souhaite la Préfecture, ça rend le problème moins visible, moins médiatisé ».



1 - Droit Au Logement 35
4 rue Monsieur Vincent
35200 Rennes - dal35.free.fr

2 - La Cimade
9 rue Gascogne
35000 Rennes - www.lacimade.org

3 - Union des Associations Interculturelles de Rennes
62 rue de Dinan
35000 Rennes - www.uair.org

4 - Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile
Centre Coallia « Guy-Houist »
22 rue Bahon Rault
35000 Rennes - www.coallia.com

5 - Centre de Rétention Administrative
Rue Jules Vallès
35136 Saint-Jacques-de-la-Lande

6 - Mouvement contre le racisme et l'amitié des peuples – MRAP
Centre social – Carrefour 18
7 rue d'Espagne
35200 Rennes - www.mrap.fr

7 - Secours Catholique – Délégation de Rennes
10 rue Louis Guilloux
35011 Rennes - ille-et-vilaine.secours-catholique.org

8 - Secours Populaire – Délégation de Rennes
14 rue des Veyettes
35000 Rennes - www.spf35.org

9 - Croix Rouge – Délégation de Rennes
4 rue de la Sauvaie
35000 Rennes - rennes.croix-rouge.fr

10 - Centre d'Information et d'Orientation
6 rue Kléber
35000 Rennes

11 - Préfecture Ille-et-Vilaine
3 avenue de la Préfecture
35026 Rennes - www.bretagne.pref.gouv.fr

12 - Réseau Ville Hôpital Rennes
Centre médical Louis Guilloux
23 rue d'Aiguillon
35200 Rennes
www.reseauvillehopital35.org

13 - Maison Internationale de Rennes
7 quai Chateaubriand
35000 Rennes
www.mir-rennes.fr

14 - Un toit, c'est un droit
untoitundroit35.blogspot.com



UNE ALTERNATIVE : LA FAMILLE D'ACCUEIL

Laetitia est assistante familiale depuis plus de 7 ans. Elle loge et accompagne des migrants sans papiers. Portrait.

Laetitia est agréementée depuis 1995. Elle accueille actuellement chez elle de jeunes étrangers, originaires d'Albanie, du Congo et de Guinée. « On constate une arrivée massive de mineurs isolés étrangers depuis 2 à 3 ans, explique cette femme de 53 ans. Certains se sont enfuis seuls de leur pays et d'autres ont payé des passeurs pour arriver en France ». Laetitia les accompagne au quotidien, les inscrit à l'école, leur apprend le français et les écoute. « Le choc des cultures est fort. Les règles de famille ne sont pas toujours respectées, mais cet échange me donne envie de continuer », confie-t-elle. C'est en rencontrant une assistante familiale parisienne qu'elle a eu envie de faire ce métier. « Je lisais beaucoup sur la psychologie des enfants et la rencontre m'a bouleversé. Je me suis renseignée et j'ai été acceptée ». Un petit français de 11 ans est alors arrivé et est resté jusqu'à l'âge de 18 ans. Puis dès 2001, des nationalités différentes ont intégré le foyer. Une camerounaise pour commencer : « Elle avait 17 ans et était menacée par le milieu de la prostitution. Un jour, elle est partie de chez nous et n'est jamais revenue. J'ai déclaré sa disparition à la police mais je n'ai jamais eu de nouvelles ». Depuis, d'autres ont pris sa place et le soutien de Laetitia n'a pas faibli. Et pour cause, cette mère de famille s'investit beaucoup. Malgré tout, elle a le sentiment que son rôle n'est pas assez reconnu. « En définitive, on travaille à domicile 24h/24, en lien avec le Conseil général et nous sommes pourtant considérés comme le dernier maillon de la chaîne. Il y a des évolutions, mais nous ne sommes pas assez écoutés ». Son souhait ? Obtenir le statut de fonctionnaire, « tout comme les éducateurs ».

Née au Maroc, Sarah a vécu en Espagne jusqu'à ce que son père décide de la forcer à se marier. Contrainte et terrifiée, elle s'enfuit avec une proche de la famille et s'installe dans la capitale bretonne.

Sarah, 22 ans, vit à Rennes depuis 2011. Elle habite chez la femme qui l'a aidé à s'échapper : « Ma mère ne voulait pas que j'épouse un inconnu. Elle m'a laissé partir avec cette femme ». En arrivant à destination, Sarah est inscrite dans un lycée privé, qu'elle quitte deux ans plus tard par manque de moyens financiers. Par la suite, elle fait des stages, du bénévolat, de la garde d'enfants et remplit les tâches quotidiennes de la maison. Malgré tout, elle souhaite « faire un bac professionnel Service à la personne pour travailler, être indépendante et passer le concours d'aide soignante ou d'éducateur spécialisé ». Elle doit régulariser sa situation en France car son titre de séjour espagnol lui permet de circuler dans l'espace Schengen (et donc dans l'hexagone), mais pas d'y travailler. « En mars dernier, j'ai rempli une demande de nationalité espagnole pour obtenir le statut européen, mais la procédure est longue. Elle dure environ 3 ans », explique-t-elle. Aussi, elle compte déposer prochainement une demande de titre de séjour travail en France, avec le soutien de « La M.I.J.E.C » (Mission d'insertion des Jeunes de l'Enseignement Catholique, à Rennes) et de Franck Pichot, conseiller général délégué à la jeunesse. Sarah s'est habituée à Rennes. « J'ai longtemps fait des cauchemars et été traumatisée par le mariage forcé, mais mon moral s'est amélioré », avoue-t-elle. Aujourd'hui, elle est déterminée à prendre sa vie en main et se rappelle souvent que « si elle s'était mariée avec cet homme, elle n'aurait jamais pu envisager tous ces projets ».



© CÉLIAN RAMIS

ÉCONOMIE BONUS PHOTOS SPORT INSOLITES SOCIAL
 INTERVIEWS AGENDA CONCERTS SANTÉ RENDEZ-VOUS
 CULTURE DOSSIERS DÉCOUVERTE MODE
 TENDANCES POLITIQUE INFOS PRATIQUES
 SOCIÉTÉ ÉVÈNEMENTS FESTIVALS
 REPORTAGES

YEGG

LE FÉMININ RENNAIS NOUVELLE GÉNÉRATION

ACTU CULTURE YEGG LE MAG FOCUS CONTACTS NOS PARTENAIRES MÉDIAS

Le Grand Soufflet : Les porte-jarretelles au service d'un show (u)burlesque

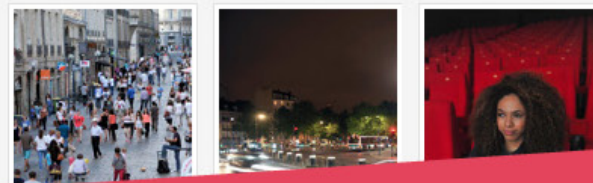
Carton plein pour « Porte-jarretelles et piano à bretelles », le french burlesque show présenté mercredi 16 octobre à Rennes, à l'occasion du Grand Soufflet. On doit la réussite de cette soirée à trois sublimes effeuilleuses, un meneur de revue crapuleux et une accordéoniste farfelue. C'est un mélange étonnant, délectant et explosif que nous propose Etienne Grandjean...

Ici, le mensuel d'octobre !

LE FÉMININ RENNAIS NOUVELLE GÉNÉRATION

SAVANT PRÉNEZ SOIN DE VOS SEINS

NOS DOSSIERS



Articles récents

- Antipode : Du punk viscéral pour un quatuor sauvagement féminin
- Terre-Neuve aux Champs Libres : une histoire d'hommes ?
- Le Grand Soufflet : Quand la cumbia laisse place à la rumba...
- Le Grand Soufflet : Les porte-jarretelles au service d'un show (u)burlesque

L'ACTU AU QUOTIDIEN, C'EST SUR YEGGMAG.FR



TOURNAGE : Mémoire de réalisatrice.

Après le long-métrage *Illumination* en 2004, la réalisatrice Pascale Breton prépare son nouveau film, *Mémoire vive*, et s'intéresse particulièrement au campus de Villejean. L'histoire d'une année universitaire, à Rennes 2, à travers Françoise, enseignante en Histoire de l'art, et Yoan, étudiant en géographie. Deux personnages dont les destins vont se croiser. Reportage sur le lieu du tournage.



© CÉLIAN RAMIS

Mercredi 27 novembre, 16h. Le cours Kennedy est fermé à la circulation. Au milieu de la rue, une femme avec une couverture sur les épaules. Cette femme, c'est la comédienne Valérie Dréville. Et en face d'elle, la réalisatrice finistérienne Pascale Breton entourée d'une partie de son équipe de tournage. Depuis octobre, l'université de Rennes 2 et ses alentours sont devenus « le personnage principal du film *Mémoire vive* », explique Pascale. Plusieurs périodes de tournage se succèdent : « *Dix jours en octobre, trois semaines en novembre et nous reprendrons encore deux semaines en janvier, ainsi que quatre jours en avril – dans le Finistère* », nous dit Mélanie Gérin, productrice exécutive de Zadig Films. Silence, moteur, action ! La réalisatrice observe la scène, qui dure quelques secondes, dans le retour vidéo, installé à quelques pas de la caméra. Entre les prises, elle dirige et conseille son actrice, qui incarne dans le long métrage le personnage de Françoise, enseignante en histoire de l'art.

17h. Les techniciens démontent le matériel et le transportent, quelques centaines de mètres plus loin, près du distributeur

automatique pour réaliser plusieurs images avant de tout déménager devant la Bibliothèque universitaire. Il faudra près d'une heure et demie pour commencer une autre séquence. Un temps nécessaire à la préparation des équipes. D'un côté, la réalisatrice, la régisseuse et le cadreur qui identifient les lieux exacts de chaque prise avant l'arrivée des deux actrices, Valérie Dréville et Elina Löwensohn, ainsi que de l'acteur Kaou Langouet. D'un autre, les techniciens installent le matériel et placent des projecteurs de lumière, la nuit venant de tomber sur la capitale bretonne. Parmi les assistants, se trouve Jiana, étudiante en Master 1 à Rennes 2, en arts du spectacle, cinéma. Elle figure parmi les 12 étudiants qui participent au tournage et aident Pascale Breton dans son travail. « *Je suis la 2e assistante caméra. Je m'occupe des batteries, des cartes mémoire, je donne des coups de main pour ranger, pour régler le matériel au niveau des mouvements, des mises au point...* », explique la jeune femme. Elle apprécie l'expérience acquise ici et sa découverte de milieu professionnel. « *J'avais déjà postulé pour de la figuration mais là c'est une opportunité rare de pouvoir suivre un*

projet de cette ampleur », précise-t-elle. « *Une expérience unique qui n'a jamais été tentée* », ajoute la réalisatrice qui a rencontré des professeurs du département ainsi que Pierre Bazantay, vice-président chargé de la culture, de la politique documentaire et de la vie étudiante sur le campus de Villejean. Après avoir expliqué son projet, ce dernier lui offre la possibilité d'effectuer une résidence à Rennes 2. C'est dans ce cadre-là que les apprentis s'investissent au sein de la préparation du long métrage. « *J'aime bien penser que c'est un bateau école et qu'en observant tout ce travail, ils pourront être capables de réaliser un film eux-mêmes* », souligne Pascale.

Villejean, un campus intéressant

Ce lieu n'a pas été défini au hasard : « *Le point de départ du film est vraiment de décrire le campus, un lieu très peu montré au cinéma* ». La réalisatrice y a étudié la géographie et l'aménagement du territoire durant deux ans et apprécie de pouvoir filmer un endroit déjà exploré auparavant par le regard et le souvenir, selon ses propres termes. « *En géographie, on découvre la représentation de l'espace qui n'est pas sans lien avec le cinéma. C'est également une description et une analyse du monde* », explique-t-elle, en repensant aux moments passés à Villejean, dans ce campus « *à l'esprit très intéressant* ». Le cinéma, elle y pensait déjà bien avant cette époque. Depuis l'âge de 12

ans exactement : « *Mais ça me paraissait lointain et à ce moment-là, la faculté de cinéma n'existait pas en Bretagne et je ne me voyais pas aller sur Paris* ». Pourtant, elle s'y rendra malgré tout et profitera chaque soir de la Cinémathèque parisienne. Elle apprend le métier sur le tas, en travaillant pour des amis et en écrivant des scénarios. « *On me disait souvent que j'avais un talent pour les dialogues. J'ai déposé beaucoup de scénarios de court-métrages avant de recevoir des aides financières* », se souvient-elle.

« *Je voulais vraiment décrire la vie du campus (de Rennes), un lieu très peu montré au cinéma* »
Depuis, elle en a fait du chemin et des films, surtout en court-métrage. Aujourd'hui, elle allie « *le travail artistique, la direction des équipes et le poids de la production. Dans les films à petit budget, on est impliqués dans la production même sans le vouloir* ».

Les prochaines semaines seront dédiées au montage des images filmées, ce qui permettra à la réalisatrice « *de réécrire la suite par rapport à ce que j'ai déjà tourné en prenant en compte les éléments imprévus, comme la figuration naturelle, le temps et les humeurs de chacun* ». Un moment « *qui mobilise une énergie mentale gigantesque* ». Tout ça avec le sourire.

■ MARINE COMBE

L'ÉQUIPE DE YEGG
VOUS SOUHAITE DE BELLES FÊTES
DE FIN D'ANNÉE!

bref

ELLES ANIMENT LE CINÉMA
Du 9 au 15 décembre aura lieu la 20^e édition du festival national du film d'animation de Bruz. Les amateurs, petits et grands, de cinéma vont être plongés dans l'univers du film animé, avec un coup de projecteur sur la Finlande, terre d'animation en volume. Une projection rencontre aura lieu en présence de Katarina Lillqvist, une personnalité emblématique, grande spécialiste du film de marionnettes. Mais les femmes seront également dans le jury et dans la programmation des films présentés au Grand Logis de Bruz.

bref

à l' affiche

chiffre du mois

31000
C'est le nombre de spectateurs attendus du 5 au 7 décembre au parc expo de Rennes pour les 35^{èmes} rencontres Trans Musicales, qui ont lieu du 4 au 8 décembre.

chiffre du mois

yegg kiffe
CENDRILLON DE MAGUY MARIN
Danse - Du 11 au 14 décembre au TNB de Rennes.

bref

DANS LES PAS DES FÉMINISTES
L'association Histoire du féminisme vient de publier son journal « Rennes au féminisme ». Lydie Porée et Patricia Godard organisent des visites guidées dans le Rennes féministe des années 70 et permettent - à l'aide de leur nouvelle publication - aux Rennais de partir sur les traces des féministes en complète autonomie. En se baladant dans les rues de la Capitale bretonne, le visiteur découvre plusieurs lieux qui ont connu de nombreuses luttes pour les droits des femmes, dont la plus grande des années 70 : l'avortement.

bref

à l' affiche

**DES ENVIES
DE JOURNALISME ?
REJOIGNEZ
NOTRE RÉDACTION !**

YEGG contactez-nous via redaction@yeggmag.fr

Une alternative à la routine

Le site Rennes Autrement intrigue l'internaute curieux. Depuis la fin du mois d'octobre, six étudiantes rennaises ont lancé un projet ambitieux : inviter les Rennais à un voyage spacio-temporel.



Elles pourraient être la piscine Saint-Georges, le parc Beaugard, le marché des Lices, le cercle Paul Bert, Marion Faouet ou encore la roseraie du Thabor. Au quotidien, elles sont six étudiantes en master à l'Institut de Gestion de Rennes. Lors d'un cours de cyber marketing, elles doivent réaliser un site Internet, l'idée est lancée : Rennes Autrement voit le jour mi-octobre et la mise en ligne est effective dès le 31 octobre. Elles deviennent alors des enquêtrices aguerries, prêtes à dénicher et à révéler les trésors cachés de l'histoire de la capitale bretonne. « *Maëliss est à l'initiative de notre site. L'an passé, elle avait monté un blog du même type à Barcelone. Quand on nous a demandé de réaliser un projet, elle nous a convaincu et embarquée avec elle dans cette aventure* », explique Cécile. Une aventure qui les amène à raconter la ville à travers diverses anecdotes historiques. « *Quand on veut connaître l'histoire de Rennes, il faut chercher dans des livres qui peuvent parfois être soporifiques, souligne Charlotte. Notre objectif est de rendre ces données accessibles et ludiques au plus grand nombre.* » C'est en feuilletant le Guide secret de Rennes, de Gilles Brohan, en fouillant dans la bibliothèque des Champs Libres, au 6^e étage, en cherchant sur le web et dans les magazines que les six détectives en herbe traquent les anecdotes et histoires des époques qui se sont succédées et qui ont laissé leurs empreintes sur notre territoire.

Terrain de jeu

C'est dans une course effrénée à la découverte d'une autre Rennes que les initiatrices du projet embarquent les habitants. Une autre Rennes qui nous apprend à regarder en l'air. « *On y aperçoit des bâtiments magnifiques auxquels on n'avait jamais prêté attention* », explique Charlotte, originaire de Brest installée dans la capitale bretonne depuis un an et demi. Pour Cécile, rennaise pure souche, c'est une manière d'apprécier davantage les lieux qui nous entourent et que l'on fréquente : « *J'allais souvent au Thabor, dans la partie appelée L'enfer, sans en connaître l'histoire. Aujourd'hui, j'aime d'autant plus m'y promener* ». Le site Rennes Autrement propose un condensé d'informations relatives au passé de la ville mais aussi de voyager différemment, dans une rubrique intitulée Expérimenter Rennes. Une invitation à transformer ce territoire en terrain de jeu. « *Par exemple, on peut jouer au Monopoly en direct ! Et ça nous permet de visiter des endroits dans lesquels on ne serait jamais allés* », s'amuse à raconter Cécile. Le principe est simple : se munir du plateau de jeu, lancer les dés et se rendre en personne dans les différentes rues. Des idées pour développer le concept, elles en ont à la pelle. « *L'objectif à terme serait que les Rennais s'emparent du site pour faire partager leurs expériences avec la ville* », concluent-elles.

MARINE COMBE

[La sélection culturelle et subjective de la rédaction]

musique

CLOSER
CHIC GAMINE
2013

L'heure est au rétro chic et on aime découvrir des nouveaux groupes talentueux qui viennent joyeusement et élégamment mettre du désordre dans les styles et les époques. C'est le cas de Chic Gamine, 4 chanteuses et un batteur... et c'est tout. Les chanteuses se relaient entre voix principale et chœurs, leurs voix se substituent délicieusement aux instruments pour créer un univers 60's où soul et rythm'n'blues sont chamboulés par des sonorités plus hip hop, plus indé. La Chic Gamine joue avec malice avec les rythmes et les sons et même les plus réticents au genre «quatuor vocal» se laisseront apprivoiser par le talent et la modernité du groupe. A ne pas manquer aux Trans (jeudi 5, à 21h, Hall 4 au Parc Expo) qui les décrit déjà comme chou-chou de choix pour succéder à Feist et Arcade Fire.

| ANNAÏG COMBE



cinéma

LA MARCHÉ
NABIL BEN YADIR
DÉCEMBRE 2013

Une bande de potes d'un quartier lyonnais se met en branle et s'active autour d'un projet, lutter contre l'intolérance et la xénophobie. Pour faire entendre leur voix, ces ados issus de l'immigration, ou non, autour desquels se sont réunis des tempéraments, décident d'entamer une marche jusqu'à Paris. Le film aborde sans complexe une page de l'histoire contemporaine de France. Des événements qui se sont déroulés en 1983 au lendemain de la victoire socialiste de 1981. Un défi pour le réalisateur de s'attaquer à une fiction de reconstitution sans trop flirter avec un discours partisan. La force et la puissance du film résident dans le charisme des personnages qui, fédérés, affirment une belle conviction commune. Une troupe aux multiples visages des minorités avec un regard lucide et précurseur sur le racisme et l'injustice en France. Malgré, par moment un manque de sobriété et subtilité dans le discours cinématographique, l'objectif de mettre en perspective le combat et le courage de ces jeunes inspirés par une volonté de justice sociale est atteint. La sincérité de l'auteur Ben Yadir se diffuse et affecte le spectateur qui suivra l'aventure avec beaucoup de plaisir. Un film de bande aux allures de comédie qui touche et sensibilise autour d'une épopée humaine.



| CÉLIAN RAMIS

DVD

L'ATTENTAT
ZIAD DOUEIRI
OCTOBRE 2013

Amine est un grand chirurgien à Tel-Aviv. Alors qu'il reçoit la reconnaissance de ses pairs, il s'apprête à perdre celle qu'il aime. À la suite d'un attentat terroriste à Tel-Aviv, la police israélienne conclut très vite que le kamikaze est une kamikaze et qu'il s'agit de son épouse. Un temps soupçonné, le médecin, parfait modèle d'intégration, se mettra en quête de vérité afin de comprendre comment sa femme palestinienne a pu commettre un tel acte. Dans le déni et pensant qu'on l'a enrôlée, il entrera dans les territoires Palestiniens afin de rencontrer les leaders jihadistes qu'il croit être les vrais responsables. La confrontation entre sa vie et la réalité des territoires occupés est violente pour l'homme cultivé et pacifiste qu'il est. Cheminant l'ultime parcours de sa femme, l'homme sera chamboulé dans ses convictions. Au-delà d'un questionnement politique basé sur le constat d'échec, l'histoire adaptée du best-seller éponyme de Yasmina Khadra, aborde avec parcimonie la question de la place et de l'identité des Arabes Israéliens. Outre l'acte terroriste et le drame humain, le film de Ziad Doueiri sonde la souffrance d'un homme troublé et acculé par les limites de l'intégration et, dans les pas de sa femme devenue martyr, de sa double identité israélo-palestinienne.

| CÉLIAN RAMIS

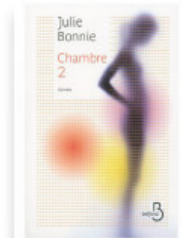


Livre

CHAMBRE 2
JULIE BONNIE
BELFOND - AOÛT 2013

Béatrice, auxiliaire de vie, ouvre les portes de la maternité où se succèdent les naissances et les drames, les corps des femmes, des hommes et des enfants, leurs joies et leurs malheurs. Les visites sont entrecoupées du récit haletant du passé de Béatrice, danseuse nue sillonnant les routes avec son ami Paolo, son amant et compagnon violoniste Gabor et un couple de danseurs, Pierre et Pierre. Béatrice essaye et voudrait paraître normal, mais le quotidien déshumanisant de l'hôpital lui devient insupportable. Le seul langage qu'elle comprend et qu'elle a envie d'entendre est celui de la peau, des corps et des âmes, des émotions et des souffrances qu'ils expriment. Avec ce premier roman, Julie Bonnie livre un témoignage fantasmé et saisissant sur le corps des femmes, sur les différentes manières de donner la vie, et parfois la mort, sur le devenir mère et sur les habitudes et dogmes qui entourent les femmes et la maternité. Poignant.

| ANNAÏG COMBE



DANS LE FRIGO DE...

ANNE TRÉGUER

Velouté de lentilles corail et courge

Pour 8 personnes

- 1 poireau
- 1 courge butternut ou 1 potimarron bis
- 1 cuillère à soupe d'huile d'olive
- 1 verre de lentilles corail
- 1 cuillère à soupe de cumin
- 3 verres d'eau
- Sel, poivre
- Persil
- Lait de coco
- Crème
- Curry



Farandole de légumes

Emincez le poireau et faites-le revenir pendant 5 minutes dans l'huile d'olive.

Pendant ce temps, sans l'éplucher mais après avoir ôté ses graines, coupez la courge en dés.

Ajoutez la courge au poireau, puis les lentilles corail, le bouillon de légumes et le cumin. Bien remuer. Versez trois verres d'eau et laissez cuire le tout 25 minutes, à petit feu. Salez et poivrez si nécessaire en fin de cuisson. Mixez et dégustez bien chaud !

! Servez ce velouté avec du persil, du lait de coco ou éventuellement une quenelle de crème réalisée avec du tofu soyeux et du curry.

| MORGANE SOULARUE

Yummy!

Coques et Bus
Ateliers et cours de cuisine
de saison et anti-gaspi
06 81 80 26 66
loqueetbus.fr

décembre 2013
nombre de clopes : 127 (la faute aux fêtes de famille)
nombre de verres : 25 (pareil)
poids : 67 kilos

Penser à acheter des
bols (pas ceux là d'ailleurs)



YEGG & THE CITY

Épisode 4 : Quand je cuisine et déguste un bon repas

Les cours de cuisine sont devenus un véritable phénomène de mode. Un phénomène positif puisqu'il reconnaît enfin l'art de cuisiner. Modeste cordon bleu, je décide de participer à une session de 30 minutes à L'atelier des chefs, à quelques pas de la place Charles de Gaulle. Une entreprise nationale qui dispose de 15 ateliers en province, dont un à Rennes depuis 2 ans. Ce mercredi midi, neuf participants – et oui, un homme est là – sont déjà parés de leur tablier. Cyril Portier, le chef, qui a travaillé une dizaine d'années en restauration, nous invite à nous installer dans la cuisine aménagée pour les cours. Deux plans de travail pour effectuer les préparations et un plan pour la cuisson des plats. Au menu : filet mignon de porc laqué au miel de cidre et mousseline de chou-fleur. « Le principe ici est d'apprendre les techniques de cuisine. Elles sont plus importantes que la recette en elle-même », explique Cyril. Ses astuces, il nous en fait part tout au long de

l'atelier, dont celle pour éplucher et couper les oignons sans pleurer. Un bon point ! Même si cela ne fonctionne pas pour tout le monde... C'est un début, un peu d'entraînement devrait pallier au problème. On épluche donc, on découpe oignons et filet mignon, on cuit, on assaisonne, on déglace le chou-fleur au vin blanc – oui, on apprend également le jargon – on retourne les morceaux de viande, on les déglace au miel, au vinaigre de cidre et au cidre. Une fois la cuisson terminée, c'est à la présentation de l'assiette que tout le monde s'attèle avant de passer à table pour déguster notre met, accompagné d'une entrée et d'un dessert offerts par la maison. Durant le repas, ça papote, ça commente et ça imagine déjà les autres ateliers auxquels les uns et les autres voudraient participer. Prochaine étape : un cours plus long (pour se la péter en société, il est nécessaire de maîtriser l'entrée, le plat et le dessert). Et pourquoi pas sur les apéros dinatoires, avec cocktails ?!

| MARINE COMBE

GAROLE BOHANNE CÉLINE JAUFFRET ANA SOHIER ANNE-KARINE LESCOOP
 ANNE LE RÉUN BÉATRICE MACÉ ANNE CANAT SYLVIE BLOTTERIE ÉVELYNE FORCIOLI YUNA LÉON
 BRIGITTE ROCHER FANNY BOUVET MARIE-LAURE COLAS GAËLLE AUBRÉE DORIS MADINGOU
 KARINE SABATER ARMELLE GOURVENEC MARIA VADILLO
 NADINE CORMIER ESTELLE CHAIGNE ALIZÉE CASANOVA GAËLLE ANDRO VÉRONIQUE NAUDIN
 FRÉDÉRIQUE MINGANT CÉLINE DRÉAN VALÉRIE LYS NATHALIE APPÉRÉ MATHILDE & JULIETTE
 LAURENCE IMBERNON NATHALIE APPÉRÉ ÉMILIE AUDREN ANOUCK MONTREUIL
 ISABELLE PINEAU MARINE BACHELOT CHLOÉ DUPRÉ MARIE HELLIO
 ANNE LE HENAFF DOROTHÉE PETROFF GÉRALDINE WERNER
 GWENAËLE HAMON MARION ROPARS
 CATHERINE LEGRAND
 JEN RIVAL



LES FEMMES QUI COMPTENT, CHAQUE MOIS DANS YEGG



LE FÉMININ RENNAIS
NOUVELLE GÉNÉRATION



YEGGMAG.FR